

Questions orales

Étant donné les 268 faillites d'exploitations agricoles dans les Prairies, la perte de 11 000 emplois dans l'industrie de fabrication dans la seule province du Manitoba, je voudrais demander au ministre s'il ne va pas admettre maintenant qu'il a complètement échoué et que ses programmes sont un lamentable fiasco.

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le député se montre sélectif lorsqu'il rapporte les propos des premiers ministres. Il omet de dire qu'en 1988, ils ont recommandé à l'unanimité une baisse des taux d'intérêt. Or, si on l'avait fait, nous aurions aujourd'hui un énorme problème d'inflation, comme celui que connaît actuellement le Royaume-Uni. Je rappelle aux députés que le taux d'inflation dans ce pays est aujourd'hui de 10,6 p. 100.

Le député critique la TPS en disant qu'elle nuira à l'agriculture. Mon collègue devrait aller parler aux représentants de la Fédération canadienne de l'agriculture pour qu'ils lui expliquent qu'ils appuient la TPS parce qu'elle représentera des économies de 250 millions de dollars pour l'agriculture. Je voudrais le répéter, monsieur le Président, des économies de 250 millions de dollars pour l'agriculture, à la suite de la suppression de la taxe de vente fédérale et de l'adoption de la taxe sur les produits et services.

M. John Harvard (Winnipeg St. James): Monsieur le Président, j'aimerais bien que le ministre vienne faire un tour dans l'Ouest. La ville de Winnipeg, dont je suis originaire, a un passé imposant en matière de transport; pourtant, cette semaine, plus de 223 personnes ont été mises à pied chez Air Canada et 125 autres postes ont été abolis aux chemins de fer du CN. Cela représente une perte de 8 millions de dollars pour l'économie de Winnipeg, sans parler de l'effondrement total du secteur du camionnage dans ma province.

Voici la question que je pose au ministre. Quand se rendra-t-il compte que les Manitobains souffrent, comme tous les Canadiens, et que ses mesures paralysent l'économie du Manitoba?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je n'ai jamais dit que les Canadiens ne souffraient pas. Je comprends. . .

Une voix: Vous avez dit que c'était ridicule.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Mais non. J'ai dit que le chef de l'opposition était ridicule.

J'ai dit que je comprends que la période que nous traversons, et que j'avais prévue il y a quelque temps, sera difficile pour les Canadiens. Mais nous devons comprendre quels sont les autres choix qui s'offrent à nous.

Nous aurions pu éviter de traverser une telle période; nous aurions pu laisser les choses continuer sur leur

lancée pendant encore trois, six ou neuf mois, mais les problèmes auraient alors été encore plus graves. Ce que nous essayons de faire, c'est d'éviter qu'il y ait une vague de prospérité suivie d'un cycle de dépression comme cela a été le cas en 1981-1982. Pour cela, nous prenons des mesures préventives afin de juguler l'inflation avant que le problème n'échappe à notre contrôle, et c'est précisément ce que nous faisons maintenant.

Dans mon budget, j'ai indiqué que bon nombre de personnes réclameraient des solutions rapides à ce problème, mais il est impossible d'apporter de telles solutions. Malheureusement, c'est une solution rapide que cherche mon collègue, et cela n'est tout simplement pas réalisable.

Mme Mary Clancy (Halifax): Monsieur le Président, les provinces de l'Atlantique souffrent le martyre. Au début, c'était les taux d'intérêt prohibitifs, et hier, la perte de centaines d'emploi chez Air Canada et à la division de ses services atlantiques, le spectre de la TPS, et aujourd'hui, une récession dont nous sommes les auteurs. Je voudrais poser une question au grand coupable, le ministre des Finances.

Pourquoi s'acharne-t-il à détruire les provinces de l'Atlantique et pourquoi qualifie-t-il de ridicules leurs inquiétudes face à cette situation?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, ce qui est ridicule, c'est que la députée prétende que je m'acharne à détruire l'économie des provinces de l'Atlantique. J'ai déjà tenté d'expliquer à la députée et à ses collègues les critères sur lesquels se fonde la politique que nous avons adoptée.

Qu'elle réfléchisse à ce qui est survenu dans les années 1970 et au début des années 1980. Le gouvernement de l'époque a fermé les yeux sur le problème que posait l'inflation et l'a laissé grimper à 13 p. 100, ce qui a propulsé les taux d'intérêt à 20 et 25 p. 100, et c'est tout cela, monsieur le Président, qui a détruit l'économie du Canada atlantique. Si la députée pouvait comprendre que nous avons tenté de prévoir les problèmes qui surviendraient au cours du présent cycle économique, de juguler l'inflation pour éviter que se reproduisent les problèmes que nous avons connus pendant les années 1970 et au début des années 1980, elle comprendrait le fondement de la politique que nous suivons aujourd'hui. C'est une politique qui permet au gouvernement de tenir les rênes, d'éviter les problèmes avant de perdre la maîtrise de la situation.

Mme Mary Clancy (Halifax): Monsieur le Président, si le ministre évite encore bien des problèmes comme cela, les provinces de l'Atlantique vont disparaître. Du jour au lendemain, en Nouvelle-Écosse, le prix du fuel domestique a augmenté de trois cents le litre, le prix de l'essence, de deux cents le litre, et la même chose se produira très